



SEPTEMBRE
2021



Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ?

Centre Russie
/NEI

Sergey SUKHANKIN

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Europe orientale et Caucase du Sud », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0409-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Alexandr Medvedkov/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Sergey Sukhankin, « Kaliningrad, bastion ou maillon faible de la Russie post-Crimée ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 124, Ifri, septembre 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15—FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00—Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélarus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Sergey Sukhankin est chercheur à la Jamestown Foundation, conseiller à Gulf State Analytics (Washington DC) et chercheur postdoctoral au North American and Arctic Defence and Security Network (Trent University, Canada). Il a obtenu un doctorat à l'Université autonome de Barcelone. Ses travaux portent principalement sur Kaliningrad et la région de la mer Baltique, les opérations d'information russes et la cybersécurité, le concept de déni d'accès et interdiction de zone (A2/AD) et son interprétation en Russie, ainsi que le développement des sociétés militaires privées (SMP) russes depuis le début de la guerre civile en Syrie. Actuellement, il s'intéresse tout particulièrement aux questions géo-économiques liées à l'Arctique (la Route maritime du Nord et les projets pétroliers et de GNL). Il a été consultant ou a présenté des briefings au CSIS (Canada), à la DIA (États-Unis) et au Parlement européen. Son étude des activités des SMP russes, « War by Other Means » (avec la Jamestown Foundation), a alimenté le rapport de l'Assemblée générale des Nations unies intitulé « Use of Mercenaries as a Means of Violating Human Rights and Impeding the Exercise of the Right of Peoples to Self-Determination ». Il enseigne actuellement à la MacEwan School of Business à Edmonton (Canada).

Résumé

Depuis 2014, la Russie a fait sensiblement évoluer sa politique à l'égard de Kaliningrad, région la plus occidentale du pays et exclave située sur la côte de la mer Baltique, entre la Lituanie et la Pologne. Cette politique rappelle à de nombreux égards celle qui prévalait pendant la période soviétique, malgré des différences évidentes.

Fortement remilitarisée, Kaliningrad est redevenue un bastion de la Russie sur son flanc ouest. Parallèlement, en raison de la « guerre des sanctions », Moscou a tenté, ces dernières années, de réduire la dépendance stratégique de ce territoire vis-à-vis des pays tiers dans des domaines essentiels et précédemment sous-développés comme les transports, l'énergie et la sécurité alimentaire.

Cette note analyse le raisonnement qui a poussé la Russie à adopter cette stratégie coûteuse et, du fait de sa dimension militaire, risquée. Elle s'efforce également de présenter une vision nuancée des succès obtenus par Moscou ainsi que de ses faiblesses persistantes.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 5 |
| ÉTERNEL OTAGE DE LA COMPÉTITION GÉOPOLITIQUE ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE ? | 7 |
| TRANSFORMATIONS MILITARO-POLITIQUES : LA (RE-)CRÉATION DU BASTION | 10 |
| L'importance stratégique de Kaliningrad pour Moscou | 10 |
| Avant 2014 | 11 |
| Après l'annexion de la Crimée : le nouvel ordre mondial et ses implications | 12 |
| SORTIR DE LA DÉPENDANCE ÉTRANGÈRE : KALININGRAD ET LA « GUERRE DES SANCTIONS » | 19 |
| PERSPECTIVES | 24 |

Introduction

Les séismes géopolitiques survenus dans les années 2010, en particulier la crise en Ukraine et les guerres civiles syrienne et libyenne, ont entraîné une dégradation des relations russo-occidentales sans précédent depuis l'époque soviétique. Cette situation conduit aujourd'hui de nombreux experts et décideurs politiques à évoquer une « guerre froide 2.0¹ ». Quoique l'on pense de cette formule, il est indéniable que le climat de tension actuel favorise la résurgence des anciennes menaces existentielles. Le renforcement quasiment illimité des capacités militaires, initié par Moscou et Washington, pourrait, même de façon involontaire, provoquer des incidents internationaux et une escalade militaire. Parmi la longue liste des tendances négatives qui marquent la détérioration des rapports entre Moscou et l'Occident, la militarisation rapide de l'oblast de Kaliningrad², dont les origines sont bien antérieures à 1991, revêt une signification symbolique particulière.

Prise de guerre soviétique (1945), l'oblast de Kaliningrad constitue l'un des plus petits sujets de la fédération de Russie : sa population dépasse aujourd'hui à peine un million d'habitants. Situé sur la côte orientale de la mer Baltique, ce territoire est pris en étau entre la Pologne et la Lituanie, toutes deux membres de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Sa situation géographique et sa spécificité climatique de port libre de glaces constituent des avantages incontestables pour le commerce, les échanges culturels, la coopération économique et le dialogue politico-diplomatique entre l'UE et la Russie. Mais sa localisation en fait aussi, dans le contexte actuel, un problème et une source potentielle de tensions dans la région de la mer Baltique.

Cet article étudie, sous différents angles, l'évolution de Kaliningrad depuis 2014, avec des détours occasionnels par le passé : la région a longtemps été la forteresse stratégique de la Russie sur la Baltique avant de devenir un symbole de la victoire dans la Grande Guerre patriotique (1941-1945), puis un vestige du contrôle qu'avait exercé l'Union soviétique sur la partie orientale de la région de la mer

Traduit du russe par Grégory Rayko.

1. P. Wintour, L. Harding, J. Borger, « Cold War 2.0: How Russia and the West Reheated a Historic Struggle », *The Guardian*, 24 octobre 2016, disponible sur : www.theguardian.com.

2. Un oblast est une division administrative, équivalent de région. Dans cet article, nous utiliserons le terme « Kaliningrad » pour désigner l'oblast de Kaliningrad.

Baltique. L'objectif principal de cette analyse est de montrer dans quelle mesure les évolutions post-2014 ont transformé Kaliningrad, mais aussi la perception qu'a le Kremlin de ce petit territoire, physiquement détaché du reste de la Russie mais stratégiquement vital. Pour mettre ces aspects en évidence, les actions de Moscou à l'égard de Kaliningrad seront examinées à travers le prisme de deux dimensions clés : a) les politiques sécuritaires et la restauration du potentiel militaire de l'oblast ; et b) les mesures visant à rendre le territoire autosuffisant sur le plan stratégique (énergie, sécurité alimentaire, logistique), pour anticiper une éventuelle dégradation supplémentaire des relations russo-occidentales³.

3. Û. Gavrilov, « Otvetim NATO » [Nous répondrons à l'OTAN], *Rossijskaâ Gazeta*, 31 mai 2021, disponible sur : www.rg.ru.

Éternel otage de la compétition géopolitique entre la Russie et l'Europe ?

Kaliningrad (anciennement Königsberg) a été *de facto* intégrée à l'URSS à la suite de la défaite de l'Allemagne nazie en 1945. Par la suite, le statut de cette région est resté en suspens pendant un certain temps. Surnommée « l'enfant non désiré de Staline », elle n'a eu qu'une importance marginale pour les dirigeants politiques soviétiques jusqu'à la fin des années 1950, lorsqu'elle est devenue partie intégrante du renforcement militaire massif mis en œuvre par l'URSS sur son flanc ouest⁴. Pendant la période soviétique, le développement de Kaliningrad a été déterminé par trois facteurs principaux :

- la militarisation, qui en a fait de l'une des zones les plus lourdement militarisées d'Europe, entraînant une grave déformation de l'économie locale, largement focalisée sur les besoins militaires⁵ ;
- une dépendance économique complète vis-à-vis du centre et une intégration totale dans l'économie planifiée propre à l'ensemble des pays satellites de l'Union soviétique ;
- un contrôle strict du flux d'informations, l'interdiction des contacts avec l'étranger et la restriction des déplacements intérieurs, ce qui a entraîné un isolement total de l'oblast⁶.

Ce modèle autarcique de développement a été abandonné à la chute de l'URSS en 1991. Les transformations survenues à cette époque ont perturbé les mécanismes de la chaîne

4. Ū. Kostâšov, *Sekretnaâ istoriâ Kaliningradskoj oblasti. Očerki 1945–1956* [L'histoire secrète de l'Oblast de Kaliningrad. Esquisses 1945-1956], Kaliningrad, Terra Baltica, 2009.

5. L'oblast a joué un rôle important dans la domination militaire soviétique sur une région s'étendant de la péninsule de Kola jusqu'aux détroits danois. Le nombre total de troupes soviétiques présentes avant 1991 n'a jamais été révélé, et ne peut faire l'objet que de spéculations. Pour plus d'informations, voir : K. Jensen, « The Baltic Sea in the Post-Cold War World », *Naval War College Review*, XLVI(4), 1993, p. 29-30.

6. Ū. Kostâšov, *Izgnanie Prusskogo duha, Kak formirovalos' istoričeskoe soznanie naseleniâ Kaliningradskoj oblasti v poslevoennye gody* [Chasser l'esprit de la Prusse. Comment la conscience historique s'est-elle formée à Kaliningrad dans les années d'après-guerre ?], Kaliningrad, éditions de la KGU, 2003.

d'approvisionnement existante, portant un coup sévère à l'économie locale. Or, les habitants de Kaliningrad s'étaient toujours sentis « particuliers » par rapport à ceux de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), notamment parce que l'oblast bénéficiait du statut de région « maritime » (de nombreuses personnes étaient employées dans des activités liées à la mer) et parce qu'ils avaient un meilleur accès à des produits étrangers inaccessibles à la plupart des autres Soviétiques. Par conséquent, tous ces phénomènes ont ébranlé le moral et l'estime de soi de la population⁷. Par ailleurs, elle a été durement touchée par des problèmes sociaux qui se sont rapidement aggravés, tels que la toxicomanie, la prostitution, la paupérisation et l'épidémie galopante de VIH/SIDA. En définitive, l'oblast a glissé vers un état que des observateurs occidentaux ont qualifié de « double périphérie⁸ » : à la fois oubliée de Moscou et négligée par l'UE⁹.

Des changements significatifs, s'inscrivant dans plusieurs tendances de fond, se sont produits à Kaliningrad entre 1999 et 2004. Premièrement, Moscou a progressivement réévalué son importance militaro-politique, ce qui s'est traduit par l'organisation des premiers exercices militaro-stratégiques depuis 1981, Zapad-99¹⁰. Deuxièmement, les transformations politiques réalisées durant cette période ont solidement intégré l'exclave dans une architecture administrativo-politique supervisée par le pouvoir central. Troisièmement, les campagnes d'information anti-occidentales – déjà lancées durant ces années qui ont vu la Yougoslavie sombrer dans la guerre et les pays baltes ainsi que la Pologne rallier l'OTAN et l'UE en 2014 – ont commencé à présenter Kaliningrad comme la « forteresse assiégée » de la Russie sur la Baltique. Dans les années suivantes, ces tendances se sont confirmées et complexifiées.

Au milieu des années 2000, un constat s'impose : l'occasion historique de transformer Kaliningrad en un laboratoire de coopération entre la Russie et l'UE – appelée de leurs vœux par les partenaires occidentaux de la Russie et par la frange libérale des élites russes – a été manquée. La suspicion et la méfiance mutuelles, le dynamisme économique et militaro-politique de la Russie et les élargissements vers l'est de l'UE et de l'OTAN, combinés aux conflits

7. S. Sukhankin, « Kaliningrad in the "Mirror World": From Soviet "Bastion" to Russian "Fortress" », CIDOB, 2016.

8. P. Joenniemi, J. Prawitz, « Kaliningrad: A Double Periphery? », in P. Joenniemi et J. Prawitz (dir.), *Kaliningrad : The European Amber Region*, Londres, Routledge, 1998.

9. L'UE a accordé un soutien économique à Kaliningrad et a tenté d'impliquer l'oblast dans les « euro-régions », mais elle ne voulait pas éveiller les soupçons de Moscou (préoccupé par les séparatismes) en s'impliquant davantage dans les affaires de Kaliningrad.

10. J. W. Kipp, « Russia's Nonstrategic Nuclear Weapons », *Military Review*, n° 3, 2001, p. 27-38.

régionaux en Yougoslavie et en Irak, n'ont laissé pratiquement aucune place au dialogue. L'exclave est alors devenue « otage » de la compétition géopolitique opposant les grandes puissances¹¹.

11. R. Lopata, « Geopolitical Hostage: The Case of Kaliningrad Oblast of the Russian Federation », *Lithuanian Annual Strategic Review*, vol. 2, n° 1, 2004.

Transformations militaro-politiques : la (re-)création du bastion

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine, Moscou a explicitement exprimé son intérêt stratégique pour la région en décembre 1941, pendant l'une des périodes les plus difficiles de la période soviétique. Staline a alors déclaré qu'il était dans l'intérêt du pays de prendre le contrôle de « ports libres de glaces sur la Baltique¹² ». Cet épisode est, à bien des égards, essentiel pour comprendre la place que la Russie confère à Kaliningrad dans sa grande stratégie sur le théâtre occidental.

L'importance stratégique de Kaliningrad pour Moscou

L'intérêt de la Russie actuelle pour Kaliningrad s'articule autour de quatre piliers : le prestige national, l'importance militaro-stratégique de la région, les craintes (réelles et imaginaires) et la dimension informationnelle/propagandiste.

Premièrement, la question du prestige : bien que la Russie ait été économiquement anéantie et politiquement désintégrée dans les années 1990, elle a montré qu'elle était prête à combattre les tendances sécessionnistes d'une main de fer. Dans le contexte actuel, même une demande de plus grande autonomie régionale semble inconcevable. Pour Moscou, la capacité à maintenir sa souveraineté sur Kaliningrad – seul vestige de l'ancienne puissance soviétique dans la région et symbole majeur de la victoire sur les nazis – est une question de réputation et de fierté nationale.

Deuxièmement, en ce qui concerne le facteur militaro-stratégique, Kaliningrad constitue un pivot (au même titre que Kronstadt, mais offrant de plus grands avantages) qui garantit la présence de la Russie dans la région de la mer Baltique et lui permet de peser sur l'évolution de la situation dans cette zone. Sans contrôle sur l'oblast, la Russie serait marginalisée et, d'un point de vue

12. O. Ržeševskij, « Vizit A. Idena v Moskvu v dekabre 1941. Peregovory s I. V. Stalinyim i V. M. Molotovym » [La visite d'A. Eden à Moscou en décembre 1941. Négociations avec J. Staline et V. Molotov], *Novaâ i Novejšâ Istorîâ*, n° 2, 1994, p. 91-95.

militaire, en cas d'escalade, le blocus de Kaliningrad par les forces de l'OTAN ne constituerait pas potentiellement un défi insurmontable.

Le troisième facteur, d'ordre « psychologique » (lié à des craintes plus ou moins fondées), découle logiquement d'une combinaison des deux aspects précédents. Moscou tend à interpréter les propos et les actions des acteurs étrangers comme autant de manifestations de leur volonté de remettre en cause sa pleine souveraineté sur Kaliningrad, comme un signe de l'« avancée rampante » d'un Occident aux ambitions irrédentistes. Le moindre événement susceptible de provoquer l'inquiétude de la Russie est perçu, souvent de façon largement exagérée, comme une agression déguisée visant à la marginaliser.

Le quatrième facteur, que l'on peut qualifier de « propagandiste », permet à Moscou d'utiliser la « carte Kaliningrad » comme un outil important de mobilisation anti-occidentale à l'intérieur. Des campagnes d'information alimentent l'idée selon laquelle l'Occident s'apprêterait à tester sur l'exclave un modèle de « guerre hybride » contre la Russie. Cette tendance est devenue particulièrement visible après 2014 ; toutefois, d'un point de vue historique, ses racines vont bien au-delà du conflit qui oppose la Russie à l'Occident autour de l'Ukraine.

Avant 2014

Jusqu'en 1991, Kaliningrad faisait partie intégrante de l'architecture militaire soviétique face à l'OTAN.

Après la dissolution de l'Union soviétique, les capacités militaires régionales ont été largement réduites pour des raisons budgétaires¹³. Cette démilitarisation ne s'inscrivait pas dans une stratégie délibérée du Kremlin ; il s'agissait plutôt d'un effet collatéral de l'effondrement économique de la Russie post-soviétique. À cette même période, Moscou a entrepris un réexamen du rôle militaro-politique de la zone, ce qui a notamment eu pour conséquence la formation de la Région spéciale de Kaliningrad (*Kaliningradskij osobyj rajon*, KOR) en 1994, ainsi que par la tenue des premiers exercices militaires stratégiques depuis 1981, Zapad-99, qui ont alarmé les États voisins.

La période 2008-2013 a été marquée par le début d'une transformation qualitative des capacités militaires de Kaliningrad et par la posture de plus en plus anti-occidentale de l'élite russe, qui menaçait de faire de ce territoire un instrument majeur dans sa

13. P. Wolffsen, A. Sergunin, *Kaliningrad: A Russian Exclave or a Pilot Region?*, Nijni Novgorod, Nizhny Novgorod State Linguistic University Press, 2004, p. 13-14.

confrontation croissante avec l'Occident¹⁴. À ce stade, les principaux arguments de la Russie se résumaient à deux préoccupations : l'« expansion » de l'OTAN vers l'est, qui avait abouti à l'installation de bases militaires étrangères à proximité des frontières nationales russes ; et l'« étranglement » progressif de Kaliningrad en raison de l'adhésion de la Pologne et de la Lituanie à l'UE (2004¹⁵). Il s'est ensuivi un renforcement militaire significatif, même si la Russie ne disposait pas d'un prétexte suffisamment solide pour mener ce processus à son maximum. En 2013, Kaliningrad était devenue le « pistolet d'ambre braqué sur la tempe de l'Europe¹⁶ ». Toutefois, d'un point de vue strictement militaire, son potentiel restait limité.

Après l'annexion de la Crimée : le nouvel ordre mondial et ses implications

L'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014 et l'intensification de l'escalade militaire dans le Donbass, soutenue (officieusement) par Moscou, ont entraîné une dégradation spectaculaire des relations politiques russo-occidentales. Certaines séquences ont presque rappelé les moments les plus dangereux de la « guerre froide ». À Kaliningrad, la défiance entre les deux parties s'est manifestée de façon éclatante. Pour la deuxième fois de son histoire après 1945, la région a été transformée en un bastion militaire, fréquemment qualifié en Occident de « bulle » de déni d'accès et d'interdiction de zone (A2/AD¹⁷). Si les experts militaires russes n'utilisent généralement pas ce concept – ils préfèrent employer la notion de « zone d'accès limité » (*zona ograničennogo dostupa*) –, cela ne change rien à la logique de Moscou dans la reconstitution du potentiel militaire de Kaliningrad¹⁸. De fait, la Russie cherche à mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à réduire les capacités offensives de l'OTAN en cas d'escalade potentielle dans la région de la mer Baltique. Moscou redoute un scénario dans lequel les forces de l'OTAN submergeraient rapidement les défenses de Kaliningrad. La communauté stratégique russe est

14. « Vstreči privedut k "prâmym rezul'tatam" » [Les discussions aboutiront à des « résultats directs »], *Voенно-Промышленнй Кур'ер*, 27(293), 15 juillet 2009, disponible sur : www.vpk-news.ru.

15. C'est ce qui explique l'inaction de Moscou, la Russie étant bien consciente de la situation et jugeant que l'adhésion à l'UE de la Pologne et de la Lituanie était inévitable.

16. V. Abramov, « Ântarnyj pistolet, on že mišen » [Le pistolet d'ambre est une cible], *Nezavisimââ Gazeta*, 14 novembre 2011, disponible sur : www.ng.ru.

17. S. Sukhankin, « David vs. Goliath: Kaliningrad Oblast as Russia's A2/AD "Bubble" », *Scandinavian Journal of Military Studies*, 2019, 2(1), p. 95-110.

18. D. Boltenkov, « Zakryt' volnu: kak sredstva radioèlektronnoj bor'by izmenât silu flota » [Bloquer la vague : comment les moyens de guerre radio-électroniques vont changer la puissance maritime], *Izvestia*, 22 novembre 2020, disponible sur : www.iz.ru.

particulièrement préoccupée par le concept de « période initiale du conflit », cette courte phase où l'assaillant peut infliger à son ennemi de graves dommages par une attaque surprise impliquant l'utilisation massive des armements les plus modernes. Cet aspect a été clairement souligné dans un article du chef d'état-major général, Valéri Guerassimov, en 2016¹⁹.

L'analyse des sources ouvertes russes sur le processus de remilitarisation de Kaliningrad montre que la stratégie actuelle se distingue nettement de celle appliquée avant 1991. L'URSS cherchait essentiellement à s'assurer une suprématie quantitative sur les forces de l'OTAN en déployant massivement des troupes sur le terrain. L'approche actuelle est très différente : au lieu du déploiement massif des troupes pour obtenir une supériorité conventionnelle totale, la Russie renforce certains piliers afin de résister à une éventuelle première frappe des forces de l'OTAN, de prévenir l'accès de celles-ci à son territoire et de perturber, le cas échéant, leur capacité à y opérer²⁰. Le développement des capacités défensives est privilégié par rapport à celui des capacités (contre)offensives. Cette approche découle directement de l'évolution de la nature de la guerre, qui a été mise en évidence entre 1999 et 2014 dans la série de conflits régionaux survenus dans les Balkans, en Europe de l'Est (Ukraine), en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Pour comprendre les transformations clés qu'a connues Kaliningrad, il convient d'examiner en détail les trois domaines fondamentaux du renforcement militaire où les efforts de la Russie ont été les plus prononcés.

Tout d'abord, l'augmentation des capacités dans le domaine de la guerre électronique. En la matière, conformément aux nécessités de la guerre moderne, les actions de la Russie ont principalement porté sur les points suivants :

- l'extension des capacités de collecte de renseignements et de surveillance pour prévenir toute attaque surprise ;
- la préparation aux opérations anti-drones – un des enseignements essentiels tirés des guerres de Syrie et de Libye, et surtout du récent conflit au Haut-Karabagh ;
- l'accroissement des capacités destinées à perturber les structures de commandement et de contrôle (C2) de l'adversaire, compte tenu de la dépendance croissante de l'OTAN à l'égard des nouvelles technologies et de l'Intelligence artificielle (IA).

19. V. Gerasimov, « Po opytu Sirii » [Les leçons de l'expérience syrienne], *Voенно-Промышленныj Kur'er*, 9 mars 2016, disponible sur : www.vpk-news.ru.

20. S. Sukhankin, « From "Bridge of Cooperation" to A2/AD "Bubble": The Dangerous Transformation of Kaliningrad Oblast », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 31, 2018, p. 15-36.

Il serait fastidieux de fournir une description détaillée de chaque élément de guerre électronique déployé dans l'oblast de Kaliningrad, mais certains d'entre eux doivent être mentionnés :

- Le radar d'alerte précoce UHF Voronej-DM (déployé près de la ville de Pionerski) ;
- Le radar transhorizon à ondes de surface de courte portée Podsolnoukh-E (« Tournesol », déployé en 2019²¹), capable de détecter des objets maritimes, de surface et aériens à une distance maximale de 500 kilomètres (km). Ce radar pourrait détecter, suivre et classer simultanément 300 cibles maritimes et 100 cibles aériennes en mode automatique²² ;
- Le système mobile de guerre électronique Divnomorye (déployé en 2020), l'un des dispositifs de guerre électronique les plus modernes dont dispose la Russie²³ ;
- Les systèmes de suppression électronique Mourmansk-BN (déployés en 2019), qui peuvent brouiller des signaux envoyés par des cibles situées à une distance allant jusqu'à 5 000 km (voire 8 000 km selon certaines sources)²⁴ ;
- Le complexe de guerre électronique Samarkand-PU, dont les caractéristiques techniques sont classifiées²⁵.

Le déploiement de ces dispositifs à Kaliningrad est largement lié au fait que la Russie perçoit cette région comme l'un des trois piliers essentiels pour le maintien de sa sécurité stratégique sur son flanc ouest. Selon des sources russes, avec le déploiement prochain du radar de défense antimissile d'alerte précoce Iakhroma dans le périmètre Crimée-Armavir-Kaliningrad, les forces armées russes augmenteront leur capacité à suivre et repérer tous les types de missiles balistiques susceptibles d'être lancés sur le territoire de la

21. « Na Dal'nem Vostoke i Baltike razvernuli RLS "Podsolnuh" » [Le radar « Podsolnoukh » déployé en Extrême-Orient et dans la région de la Baltique], *Ria Novosti*, 30 octobre 2020, disponible sur : www.ria.ru.

22. Il convient de noter que les capacités de ce radar ont été remises en question par certains auteurs occidentaux. Voir : D. Axe, « Don't Believe the Hype: Russia's Sunflower Radar Can't Track Stealth Fighters », *National Interest*, 23 mars 2020, disponible sur : www.nationalinterest.org.

23. « Novejšij kompleks RÈB "Divnomor'e" razmešen pod Kaliningradom » [Le complexe de guerre électronique le plus moderne, "Divnomorye", a été déployé près de Kaliningrad], *Yandex*, 16 novembre 2020, disponible sur : www.yandex.ru.

24. A. Ramm, A. Kozačenko, B. Stepovoj, « Glušitel'nyj uspeh: kompleks RÈB nakroet Evropu iz-pod Kaliningrada » [Un succès assourdissant : un système de guerre électronique couvrira l'Europe depuis Kaliningrad.], *Izvestia*, 26 avril 2019, disponible sur : www.iz.ru.

25. « Minoborony Rossii razvernulo komplekсы "Samarkand" v råde regionov strany i v Belorussii » [Le ministère russe de la Défense a déployé des systèmes de guerre électronique « Samarkand » dans certaines régions de Russie et en Biélorussie], *Kommersant*, 28 octobre 2018, disponible sur : www.kommersant.ru.

Russie ou de ses alliés²⁶. En outre, sur fond d'instabilité politique à Minsk, des rumeurs ont fait état d'un possible déploiement à Kaliningrad d'un radar transhorizon de type Konteïner (qui a effectué sa première mission de combat en Mordovie le 1^{er} décembre 2019) en remplacement des installations situées au Bélarus (le 43^e centre de communication de la marine russe, dans l'oblast de Minsk, et le 474^e centre de communication de Baranavichy). Selon des sources russes, le radar Konteïner peut identifier les décollages massifs d'appareils aériens (y compris les avions à réaction, les hélicoptères et les drones) et les lancements de missiles de croisière hypersoniques à une distance pouvant atteindre 3 000 kilomètres. Pour certains experts, l'évocation de ces plans, en suggérant que Moscou pourrait facilement se passer des installations (russes) sur le territoire bélarusse, constitue un avertissement à l'intention de Minsk²⁷. Néanmoins, considérant l'évolution de la situation politique au Bélarus et des relations entre les deux pays, il semble peu probable qu'une telle décision soit prise à brève échéance.

Le deuxième pilier est la construction d'un système intégré de défense antiaérienne et antimissile. L'objectif principal consiste à protéger l'espace aérien de Kaliningrad contre toute intrusion (d'avions de combat, de bombardiers, d'hélicoptères, de drones et de différents types de missiles) dans un rayon compris entre 15 et 500 km. La première couche de cette défense est composée des systèmes de missiles sol-air S-400. À l'horizon 2025 ou même avant²⁸, la Russie pourrait déployer les systèmes S-500 Prometeï, qui seraient capables d'éliminer des avions de guerre furtifs comme le F-22, le F-35 et le B-2, ainsi que certains types d'engins spatiaux en orbite basse²⁹. La deuxième couche est principalement composée de missiles sol-air et de systèmes d'artillerie antiaérienne Pantsir-S1, de systèmes antiaériens TOR-M2 et de systèmes de missiles sol-air à courte portée Buk³⁰. En cas d'escalade militaire, cette couche serait chargée de faire face aux drones et/ou aux hélicoptères militaires s'approchant du territoire de Kaliningrad.

26. S. Sukhankin, « Crimea: The Expanding Military Capabilities of Russia's Area Denial Zone in the Black Sea », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 27 avril 2021, disponible sur : www.jamestown.org.

27. K. Rábov, « RLS "Konteïner": polgoda do boevogo dežurstva » [Le radar Konteïner sera pleinement opérationnel dans six mois], *Armejskij Vestnik*, 5 décembre 2018, disponible sur : www.army-news.org.

28. R. Krecul, A. Lavrov, « S "Prometeem" v rasčete : Minoborony načalo gotovit' kadry dlâ S-500 » [Préparation du Prometeï : le ministère russe de la Défense a commencé à former du personnel pour opérer les S-500 », *Izvestia*, 13 avril 2021, disponible sur : www.iz.ru.

29. D. Majumdar, « No-Fly Zone: Russia's Next-Gen S-500 to Start Tests This Year », *National Interest*, 1^{er} février 2016, disponible sur : www.nationalinterest.org.

30. L. Stepuševa, « Voennyj èkspert : Rossiâ ne budet ždat' udara po Kaliningradu, a otvetit preventivno » [Un expert militaire : La Russie n'attendra pas une frappe militaire sur Kaliningrad, mais agira de manière préventive], *Voennaâ Pravda*, 29 septembre 2020, disponible sur : www.militarypravda.ru.

En ce qui concerne ces deux piliers – la guerre électronique et la défense antiaérienne et antimissile –, il convient de souligner deux aspects. D'une part, les conflits en Syrie et en Libye ont démontré certaines imperfections inhérentes aux éléments de défense antiaérienne et antimissiles susmentionnés (en particulier, le Pantsir). D'autre part, la récente guerre dans le Haut-Karabagh (du 27 septembre au 9 novembre 2020) a mis en évidence les limites des moyens de guerre électronique³¹. Sans en tirer de conclusions hâtives – la Russie n'a pas pris part directement à ces conflits (à l'exception de la Syrie) et ces équipements n'ont pas été pilotés par des militaires russes –, ces avertissements doivent néanmoins être pris en compte.

Le troisième pilier est la progression des capacités russes en matière de frappe de précision. Pour cela, Moscou s'appuie principalement sur trois composantes :

- Les systèmes de missiles de défense côtière 3K60 Bal – destinés à assurer la couverture des eaux territoriales, des bases navales, des autres installations et infrastructures côtières –, considérés comme l'un des deux éléments clés des capacités de défense antinavires locales ;
- Les systèmes de missiles de défense côtière K-300P Bastion-P (utilisés en Syrie en 2016), qui représentent le deuxième grand type de défense antinavires/navires. Le système Bastion est équipé de missiles P-800 « Oniks » dont la portée de destruction est d'environ 600 km (voire plus). Ce système pourrait également être équipé du premier missile hypersonique manœuvrant au monde, le « Zircon »³², dont la portée serait de 400 km, et qui serait potentiellement équipé d'ogives conventionnelles ou nucléaires³³.
- Les systèmes de missiles balistiques mobiles à courte portée Iskander-M, déployés en permanence à Kaliningrad depuis 2018³⁴, sont à capacité nucléaire et seraient équipés d'au moins sept types de missiles³⁵. Bien qu'aucun autre détail n'ait été révélé, certains

31. S. Sukhankin, « The Second Karabakh War: Lessons and Implications for Russia », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 5 janvier 2021, disponible sur : www.jamestown.org.

32. « Raketa "Cirkon" stanovitsâ košmarnoj real'nost'û dlâ zapada » [Le missile « Zircon » devient un cauchemar pour l'Occident], *Regnum*, 13 octobre 2020, disponible sur : www.regnum.ru.

33. S. Sukhankin, « "Catch up and Surpass": Russia Claims to Have Tested Hypersonic Missiles », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 1^{er} mars 2017, disponible sur : www.jamestown.org.

34. S. Sukhankin, « The End of "Hide and Seek": Russian Iskanders Permanently in Kaliningrad », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 23 février 2018, disponible sur : www.jamestown.org.

35. « Raketnyj kompleks Iskander-M polučil novye typy raket » [Le système Iskander-M a été équipé de nouveaux types de missiles], *TASS*, 14 septembre 2017, disponible sur : www.tass.ru.

responsables russes, dont le directeur adjoint du Bureau d'études de construction mécanique (KBM), Valéri Drobinoga, ont soutenu que les complexes Iskander-M étaient désormais équipés de missiles hypersoniques capables d'atteindre une vitesse de Mach 6 (environ 7 350 km/heure³⁶). Il convient de noter que le déploiement de ce type d'armement, contrairement aux autres armes susmentionnées, n'a pas qu'une dimension sécuritaire. Il doit également être considéré comme un geste psychologico-informationnel et politico-diplomatique. À partir de 2008-2009, Moscou a largement joué la « carte Iskander », menaçant de déployer ces systèmes en réponse à la potentielle mise en œuvre par les États-Unis d'un système européen de défense antimissile balistique³⁷. En outre, d'après le colonel (retraité) Viktor Mourakhovski, expert militaire reconnu et rédacteur en chef de la revue *Arsenal Otetchestva*, le déploiement de ces systèmes constitue un « argument sérieux pour que l'OTAN entame des discussions avec la Russie sur une désescalade militaire en Europe³⁸ ».

Toutes ces décisions visant à restaurer le potentiel militaire de Kaliningrad, conformément aux capacités de la Russie, à l'évolution de la nature de la guerre et au principe de « réponse asymétrique », ne représentent qu'une partie de l'ensemble des mesures prises par Moscou depuis 2014. Il convient également de mentionner le processus de restauration partielle des capacités navales locales, dans la continuité de la Doctrine maritime de 2015 qui soulignait « l'inadmissibilité de l'élargissement de l'OTAN vers l'est³⁹ ». Ce processus a abouti à une amélioration de la structure de C2 de la flotte de la mer Baltique⁴⁰. Le renforcement des unités locales de défense territoriale, en phase avec la réflexion de Guerassimov sur le « contrôle du territoire⁴¹ », constitue une autre évolution remarquable, et se traduit notamment par la formation de groupes paramilitaires locaux⁴².

36. « Rossijskie konstruktory zaâvili ob otsutstvii u Zapada sredstv protiv Iskanderov » [Des ingénieurs russes affirment que l'Occident est impuissant face aux Iskanders], Charter 97, 11 février 2018, disponible sur : www.charter97.org.

37. « Poslanie Prezidenta RF Federal'nomu Sobraniû. Polnaâ versiâ » [Adresse du Président de la Fédération de Russie au Conseil fédéral. Version complète], *Ria Novosti*, 5 novembre 2008, disponible sur : www.ria.ru.

38. « Rossiâ vydvinula "železnyj argument" v dialoge s NATO po razmešeniû vojsk v Evrope » [La Russie a avancé un "argument de fer" dans le dialogue avec l'OTAN sur le déploiement de troupes en Europe], *Expert*, 15 février 2018, disponible sur : www.expert.ru.

39. « Morskaâ doktrina Rossijskoj Federacii » [Doctrine navale de la Fédération de Russie], Kremlin, 26 juillet 2015, disponible sur : www.kremlin.ru.

40. S. Sukhankin, « From "Bridge of Cooperation" to A2/AD "Bubble": The Dangerous Transformation of Kaliningrad Oblast », *op. cit.*

41. V. Gerasimov, « Cennost' nauki v predvidenii » [La valeur de la science dans la prévision], *Voенно-Промышленный Кур'ер*, 26 février 2013, disponible sur : www.vpk-news.ru.

42. S. Sukhankin, « Russian Irregulars and PMCs in the "Heart" of Europe: The Case of Kaliningrad Oblast », The Jamestown Foundation, 24 avril 2020, disponible sur : www.jamestown.org.

Par ailleurs, outre les mesures évoquées ci-dessus (destinées principalement à stimuler le potentiel militaro-technique local), Moscou a nettement amélioré les capacités militaires de Kaliningrad en termes de quantité et de qualité des effectifs. En 2016, le 11^e corps d'armée a été créé dans le cadre de la flotte de la mer Baltique⁴³. En 2021, ce corps a été renforcé par deux régiments de fusiliers motorisés. Aujourd'hui, les principales forces terrestres déployées à Kaliningrad, outre celles déjà mentionnées, comprennent les formations suivantes⁴⁴ : le 11^e régiment de chars ; le 7^e régiment de fusiliers motorisés de la garde ; la 79^e brigade de fusiliers motorisés de la garde ; la 336^e brigade d'infanterie navale de la garde ; la 25^e brigade de missiles côtiers ; la 152^e brigade de missiles de la garde ; la 244^e brigade d'artillerie de la garde ; le 183^e régiment de roquettes des forces terrestres de la flotte ; le 22^e régiment de défense aérienne de la garde ; la 44^e division de défense aérienne (composée du 183^e régiment de défense aérienne de la garde et du 1545^e régiment de défense aérienne)⁴⁵.

43. « Šojgu : odinnadcatyj armejskij korpus sformirovan v sostave Baltflota », [Choïgou annonce la formation du 11^e corps d'armée de la flotte baltique], *Ria Novosti*, 29 juin 2016, disponible sur : www.ria.ru.

44. « Voennaâ gruppировка v Kaliningradskoj oblasti usilena dvumâ motostrelkovymi polkami » [Les forces armées de Kaliningrad ont été renforcées par deux régiments de fusiliers motorisés], *Interfax*, 28 avril 2021, disponible sur : www.militarynews.ru.

45. Pour plus d'informations, voir : R. D. Hooker Jr., *How to defend the Baltic States*, Washington, The Jamestown Foundation, octobre 2019, disponible sur : www.jamestown.org.

Sortir de la dépendance étrangère : Kaliningrad et la « guerre des sanctions »

Séparée physiquement du reste de la Russie, l'oblast de Kaliningrad est confronté à plusieurs difficultés qui entravent son développement économique, notamment :

- le manque de ressources naturelles stratégiques – en particulier le pétrole, le gaz naturel et divers types de métaux indispensables à la fabrication de produits finis –, ce qui entraîne une dépendance vis-à-vis des approvisionnements russes ;
- un marché de petite dimension – un peu plus d'un million d'habitants – à la capacité d'achat réduite ;
- le sous-développement du secteur agricole local et une dépendance stratégique vis-à-vis des importations.

D'une manière ou d'une autre, Kaliningrad a toujours été très dépendante des États voisins, ce qui la rend tributaire de l'état des relations politiques entre la Russie et l'Occident. Cette situation limite la marge de manœuvre de Moscou vis-à-vis de ses homologues occidentaux. Pendant des années, le centre fédéral a négligé ces problèmes et s'en est remis à des solutions temporaires. Néanmoins, après 2014, l'introduction de sanctions économiques contre la Russie a particulièrement affecté l'oblast ⁴⁶ et amplifié ses difficultés, obligeant la Russie à adopter une approche beaucoup plus proactive.

Pour réduire la dépendance de Kaliningrad à l'égard des États voisins – la Lituanie et la Pologne se sont jointes aux sanctions économiques contre la Russie, tandis que les relations avec le Bélarus n'ont pas porté les fruits attendus –, le Kremlin a pris plusieurs mesures décisives, répondant à trois objectifs principaux⁴⁷ : faciliter le transport et le transit, réduire la dépendance énergétique à l'égard des pays tiers et assurer l'autosuffisance alimentaire.

46. S. Sukhankin, « Kaliningrad Oblast and the "Sanctions War": Genuine Progress or Avoidable Stagnation ? », *Eurasia Daily Monitor*, The Jamestown Foundation, 7 octobre 2020, disponible sur : www.jamestown.org.

47. « Tovaroborot Belarusi s Kaliningradskoj oblast'û b'et rekordy » [Les échanges commerciaux entre le Bélarus et Kaliningrad établissent de nouveaux records], *Voенно-Političeskoe Obozrenie*, 6 août 2019, disponible sur : www.belvpo.com.

Premièrement, en matière de transport et de transit, pour limiter la dépendance de Kaliningrad à l'égard de l'UE, Moscou a proposé en 2004 que Minsk n'exporte plus ses marchandises *via* les ports de Klaipeda (Lituanie) et de Ventspils (Lettonie), mais passe par ceux de l'oblast de Kaliningrad. Malgré l'intérêt affiché par le Bélarus, ce pas n'a pas été franchi, ce qui a provoqué des frictions au sein du triangle Moscou-Minsk-Kaliningrad⁴⁸. Des sources russes confirment qu'en 2020, « la quasi-totalité des approvisionnements en provenance de Russie acheminés jusqu'à Kaliningrad par voie terrestre, soit environ 6 millions de tonnes par an, transitent par la Lituanie – *via* le Bélarus ou, dans une bien moindre mesure, *via* la Lettonie⁴⁹ ». Cette tendance pourrait toutefois évoluer au cours des prochaines années. Compte tenu de la dépendance économique et politique croissante du Bélarus à l'égard de la Russie – qui pourrait conduire, à terme, à l'unification des deux pays – et de la détérioration rapide des liens du régime d'Alexandre Loukachenko avec l'UE, il est probable qu'à l'avenir Minsk cède aux exigences de Moscou. Il pourrait alors restructurer (au moins en partie) son flux de marchandises d'une manière qui répondrait aux intérêts économiques et politiques de la Russie. Jusqu'à présent, toutefois, cette dernière n'a pas été en mesure d'élaborer une solution viable à long terme permettant à Kaliningrad de réduire considérablement sa dépendance à l'égard des pays tiers en termes de transport terrestre, même si certaines mesures ont été prises dans ce sens.

Deuxièmement, la sécurité énergétique a représenté tout au long des années 1990-2000 l'un des principaux problèmes de Kaliningrad. Les capacités locales de production d'énergie restaient faibles et ne suffisaient pas à satisfaire ses besoins en électricité. La région dépendait presque totalement, en la matière, du gazoduc Minsk-Vilnius-Kaunas-Kaliningrad. Après le déclenchement de la « guerre des sanctions », la Russie a lancé un programme ambitieux visant à réduire la dépendance énergétique de Kaliningrad vis-à-vis de pays tiers. Fait notable, cet objectif a été explicitement désigné dans la Doctrine russe de sécurité énergétique adoptée en 2019. L'article 27 (point a) stipule que « le développement d'infrastructures énergétiques en Sibérie orientale, dans la région arctique, en Extrême-Orient, dans le Caucase du

48. A. Gamov, A. Denisenkov, « Glava Kaliningradskoj oblasti Anton Alihanov – o sotrudničestve s Belarus'û : Minskie "kuznečiki" preobrazili gorod » [Anton Alikhanov, gouverneur de l'oblast de Kaliningrad, à propos de la coopération avec le Bélarus : les « sauterelles » de Minsk ont transformé la ville], *Soušnoe Veče*, 15 février 2017, disponible sur : www.souzveche.ru.

49. « Na tranzitnye gruzy v region predlagaût stavit' èlektronnye plomby » [Il a été proposé de marquer les cargaisons en transit avec des timbres électroniques], *RBK*, 23 novembre 2020, disponible sur : www.kaliningrad.rbc.ru.

Nord, en Crimée et dans l'oblast de Kaliningrad » doit devenir une priorité centrale de la politique énergétique de la Russie⁵⁰.

Pour y parvenir, Moscou a concentré ses efforts sur trois dimensions stratégiques⁵¹ :

- L'électrification de l'oblast, qui a abouti au lancement de quatre centrales électriques principales : la centrale thermique 2 (TPP-2) de Kaliningrad (900 mégawatts), la TPP Talakhovskaïa (159 mégawatts), la TPP Maïakovskaïa (157,3 mégawatts) et la TPP Pregolskaïa (455,2 mégawatts). Leur capacité de production cumulée satisfait désormais entièrement la consommation annuelle d'électricité de la région.
- La gazéification, un domaine où l'initiative la plus ambitieuse a été le lancement de l'unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) Maréchal Vassilevski, ainsi que la construction d'une installation souterraine de stockage de gaz. Ces mesures permettent à la Russie de transporter du GNL depuis la station russe d'Oust-Louga, *via* la mer Baltique, et de le regazéifier localement, créant ainsi une alternative viable au gazoduc Minsk-Vilnius-Kaunas-Kaliningrad.
- La numérisation de l'infrastructure énergétique locale dans le but de faire du réseau électrique de Kaliningrad le système le plus moderne de Russie. À cette fin, l'opérateur d'électricité russe Rosseti, chargé de la mise en œuvre de cette initiative stratégique, a réuni environ 285 millions de dollars (entre 2015 et 2020), qui étaient initialement destinés à différents projets régionaux.

Les mesures prises par la Russie pour réduire la dépendance énergétique de Kaliningrad à l'égard des pays tiers ont constitué l'une des principales réussites de la période post-2014. Malgré des coûts très élevés, la région est désormais dotée d'un moyen d'approvisionnement alternatif qui pourrait être activé sur une courte période – une perspective inenvisageable il y a quelques années. Pour l'heure, cependant, la Russie continue d'utiliser le gazoduc Minsk-Vilnius-Kaunas-Kaliningrad pour approvisionner l'oblast en gaz naturel ; cette décision est principalement motivée par des considérations économiques, car un passage complet au mode d'approvisionnement alternatif entraînerait un surcoût important.

50. « Ukaz Prezidenta RF ot 13.05.2019 n° 216 "Ob utverzhenii Doktriny ènergetičeskoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii" » [Décret présidentiel du 13 mai 2019 « Sur l'adoption de la Doctrine de sécurité énergétique de la Fédération de Russie »], *Garant*, 14 mai 2019, disponible sur : www.garant.ru.

51. S. Sukhankin, « The Belarus Factor in Kaliningrad's Security Lifeline to Russia », Jamestown Foundation, 29 janvier 2021, disponible sur : www.jamestown.org.

Le troisième grand défi régional depuis le début des années 1990 est celui de l'autosuffisance alimentaire. Une combinaison de facteurs – la faiblesse de l'agriculture locale, la compétitivité des concurrents étrangers et le manque d'attention du centre fédéral – a empêché Kaliningrad de couvrir entièrement ses besoins de base en produits alimentaires essentiels. La combinaison de deux décennies de négligence, des sanctions occidentales et des contre-sanctions russes a eu un impact très négatif sur l'oblast. Les prix ont flambé (du fait des sanctions) et de nombreux produits importés sont devenus tout simplement indisponibles pour les consommateurs locaux (en raison des contre-sanctions). Moscou a alors pris des mesures – subventions, développement de l'agriculture locale, réorientation des importations – qui ont permis à l'oblast d'atteindre une certaine stabilité dans ce domaine. Cette politique a toutefois donné des résultats mitigés.

Parmi les points positifs, pour la première fois depuis 1991, l'agriculture locale est désormais en mesure de satisfaire (presque entièrement) les besoins en produits de base de l'oblast. Dans certains secteurs, celle-ci est même capable d'exporter ses surplus⁵². En 2019, dernière année de stabilité avant la pandémie, l'oblast de Kaliningrad a été le deuxième sujet de toute la fédération de Russie en termes de récolte de légumineuses et de céréales et le premier pour le maïs et le colza⁵³. Au total, en 2020, la production agricole locale s'est élevée à 42,5 milliards de roubles (environ 488 millions d'euros). La région produit du lait, des céréales et des pommes de terre (satisfaisant 100 % des besoins locaux), de la viande (90 %), des produits laitiers (84 %), des œufs (82 %) et des légumes (68 %⁵⁴).

Toutefois, la politique de substitution des importations n'a pas pleinement atteint son objectif principal. La réduction des approvisionnements en provenance de l'UE a bénéficié à des pays non occidentaux tels que le Bélarus, la Serbie, le Chili, la Macédoine et le Maroc, mais l'augmentation des coûts de transport a entraîné une

52. Par exemple, en 2018, Kaliningrad a exporté des produits agricoles pour une valeur de 840 millions de dollars. Pour plus d'informations, voir : « Oblastnye vlasti otmečât ser'eznyj rost eksporta selhozproduksii » [Les autorités de l'Oblast notent une forte croissance des exportations agricoles], *Novyj Kaliningrad*, 29 octobre 2018, disponible sur : www.newkaliningrad.ru.

53. Pour plus d'informations, voir : « Minselhoz: urožaj zernovyh dostig naivysših pokazatelej za vsû istoriû oblasti » [ministère de l'Agriculture : le rendement des cultures a atteint un niveau record dans l'histoire de l'oblast], *Novyj Kaliningrad*, 14 octobre 2019, disponible sur : www.newkaliningrad.ru.

54. « Alihanov: Kaliningradskaâ oblast' obespečivaet sebâ ovošami na 68% » [Alikhanov : l'oblast de Kaliningrad satisfait 68 % de ses besoins en légumes], *Komsomol'skaâ Pravda*, 16 juin 2021, disponible sur : www.kaliningrad.kp.ru.

envolée des prix de nombreux produits de base⁵⁵. En outre, malgré la destruction médiatisée de produits européens et le durcissement de la lutte contre la contrebande, l'importation illégale de denrées alimentaires et de produits de base en provenance de l'UE est florissante⁵⁶. Par ailleurs, il semble que les investissements massifs destinés à certains secteurs de l'agriculture locale (y compris les céréales) soient devenus non rentables⁵⁷ : la production est supérieure à ce que la région est en mesure de consommer, et le surplus ne peut être exporté en raison d'une combinaison de plusieurs facteurs comme les sanctions économiques contre la Russie, un manque de silos à grain pour le stockage des denrées agricoles, ainsi que la faiblesse des infrastructures de transport dans la région⁵⁸.

55. « Bez prežnih cen : kak otrazilis' na regione šest' let produktovogo èmbargo » [Les prix ne sont plus les mêmes : comment les six années d'embargo sur les produits ont affecté la région], *Novyj Kaliningrad*, 29 août 2020, disponible sur : www.newkaliningrad.ru.

56. « Mèriâ: kaliningradcy na udivlenie očen' obradovalis' vozvrašeniû sankcionšikov » [Selon la mairie, les habitants de Kaliningrad se réjouissent de façon surprenante du retour des « sanctionneurs »], *Novyj Kaliningrad*, 21 septembre 2020, disponible sur : www.newkaliningrad.ru.

57. En termes d'investissements, l'agriculture arrive en troisième position (derrière l'énergie et la logistique). Pour plus d'informations, voir : « Kaliningradskoe s/h stalo krupnejšej rynočnoj otrasl'û po ob'emu investicij » [L'agriculture de Kaliningrad est devenue la plus grande zone de marché en termes d'investissements], *Rugrad*, 9 avril 2019, disponible sur : www.rugrad.eu.

58. « Minselhoz: urožaj zernovyh dostig naïvysših pokazatelej za vsû istoriû oblasti » [Ministère de l'Agriculture : le rendement des cultures a atteint un niveau record dans l'histoire de l'oblast], *Novyj Kaliningrad*, 14 octobre 2019, disponible sur : www.newkaliningrad.ru.

Perspectives

L'analyse des transformations que Kaliningrad a connues depuis 2014 et de la logique qui les sous-tend montre que, pour Moscou, l'importance stratégique de Kaliningrad ne se résume pas à sa dimension militaire. La souveraineté sur cette région – que les responsables politiques, les experts et même les hiérarques de l'Église orthodoxe russe qualifient de plus en plus souvent de « bastion occidental de la Russie » – est une question de fierté et de prestige national⁵⁹. Par rapport aux années 1990 et au milieu des années 2000, l'oblast a connu une évolution remarquable, qui a profondément modifié son image. À première vue, Kaliningrad, choisie pour accueillir quatre matchs de la Coupe du monde de football en 2018, apparaît aujourd'hui comme l'une des vitrines de la Russie moderne, aux côtés de Saint-Pétersbourg, Moscou, Sotchi et Kazan. Toutefois, malgré quelques réussites et réalisations notables, le développement de l'exclave à long terme soulève quelques questions. La plus importante pourrait être la suivante : quels sont les principaux fondements de la stratégie russe à l'égard de Kaliningrad, et quelle place Moscou lui accorde-t-il dans son approche générale de la région de la mer Baltique ? Les responsables russes répètent que la Russie ne veut pas revenir au modèle soviétique, mais celui-ci semble avoir inspiré de nombreuses décisions du Kremlin en matière d'économie, d'affaires et de sécurité. On le constate tout particulièrement à Kaliningrad qui, depuis 2014, paraît vouée à devenir une entité isolée, contrôlée directement par Moscou (encore plus qu'auparavant), remilitarisée et économiquement dépendante vis-à-vis du centre⁶⁰. Bien que la forme soit différente en raison de la transformation post-communiste et de l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, cette voie rappelle le modèle inefficace qui prévalait avant 1991. Cela étant dit, trois aspects doivent être soulignés.

Tout d'abord, la reconstitution (partielle) du potentiel militaire de Kaliningrad dans un espace de temps très court est certes impressionnante, mais son impact pratique risque d'être limité et, surtout, vraisemblablement contre-productif pour la Russie (et pour

59. S. Sukhankin, « The "Russkij Mir" as Mission: Kaliningrad Between the "Altar" and the "Throne" 2009–2015 », University of Joensuu, 2017.

60. À cet égard, il convient de rappeler le cas de la « petite circulation transfrontalière » (« Mały ruch graniczny ») ainsi que les propositions de Varsovie d'annuler toutes les exigences de visa pour les habitants de Kaliningrad entrant en Pologne. Ces projets, apparus en 2011, ont pris fin en 2016 du fait des actions russes en Ukraine.

Kaliningrad⁶¹). En transformant l'oblast en avant-poste stratégique hostile à l'Occident, Moscou fait de lui une cible qui, en cas d'escalade, serait la première à être frappée. En outre, l'expérience soviétique montre que la priorité donnée au développement des capacités militaires, même intelligemment mis en œuvre, présente de multiples risques et défis pour la viabilité économique de l'oblast. La limitation des contacts avec l'étranger isole Kaliningrad du reste de la région de la mer Baltique.

Deuxièmement, en réduisant les contacts avec l'extérieur et en éradiquant les vestiges de l'« esprit prussien », ainsi qu'en menant des campagnes médiatiques anti-polonaises et anti-lituanienes dans la région, Moscou espère obtenir une sécurité totale dans le domaine de l'information. Kaliningrad serait ainsi protégée contre toute « influence néfaste » en provenance de l'étranger, mettant fin aux tendances séparatistes/sécessionnistes (ou à la possibilité de leur émergence⁶²). Or, cette approche est profondément erronée. Même dans les moments les plus difficiles de son histoire après 1991, Kaliningrad n'a jamais opté pour le séparatisme, restant fidèle au centre fédéral. L'intensification de son isolement artificiel et la fomentation de sentiments anti-occidentaux ne mèneront nulle part. Tout au plus la population développera-t-elle une perception erronée d'elle-même et du monde extérieur, comme à l'ère soviétique. Cette évolution serait d'autant plus préoccupante qu'aujourd'hui la Russie est intégrée à l'économie mondiale et que Kaliningrad, pour des raisons géographiques, ne peut pas être coupée de ses voisins. Cela s'est déjà produit après 1991, mais la leçon n'a pas été retenue.

Troisièmement, la recherche d'une autarcie complète – en matière de sécurité énergétique et alimentaire ainsi que de transport – n'a pas seulement pour effet de réduire la dépendance excessive à l'égard de tiers (un objectif *a priori* légitime). Dans le contexte actuel, cette option pourrait aussi creuser le fossé séparant Kaliningrad de ses voisins et aboutir à son exclusion de l'ensemble de la région de la mer Baltique, laquelle connaît un développement économique rapide. En outre, le poids supplémentaire que cet effort fait peser sur le budget fédéral – qui doit déjà faire face à la volatilité des prix des hydrocarbures et subventionner d'autres régions très dépendantes comme la Crimée, la Tchétchénie et le Daghestan – aura un impact négatif sur l'économie russe en général.

En élaborant leur politique à l'égard de la Russie dans la région de la mer Baltique, où Kaliningrad constitue l'une des principales

61. Les véritables capacités des systèmes russes de défense antiaérienne et antimissile et de guerre électronique n'ont pas encore été pleinement révélées.

62. Cette politique, caractéristique de la période soviétique, n'a pas pris fin avec la disparition de l'URSS. La nouvelle vague a commencé après 2014.

pommes de discorde entre Moscou et l'UE/OTAN, les pays occidentaux doivent comprendre qu'un accroissement de la pression sur l'exclave n'aura que des répercussions négatives. La crainte de pertes économiques et d'un isolement accru ne persuadera pas Moscou de s'écarter de sa trajectoire *post-2014*. Au contraire, la Russie redoublera d'efforts pour renforcer le potentiel militaire de la région – une mesure qui, grâce à la propagande, serait largement acceptée tant à Kaliningrad que dans le reste du pays.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- [V. Inozemtsev, « Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? », n° 123, août 2021.](#)
- [M. Laruelle, « Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence », n° 122, Ifri, avril 2021.](#)
- [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation », n° 121, Ifri, mars 2021.](#)
- [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences », n° 120, Ifri, septembre 2020.](#)
- [A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile », n° 119, Ifri, juillet 2020.](#)
- [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine », n° 118, Ifri, juin 2020.](#)
- [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », n° 117, Ifri, mars 2020.](#)
- [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? », n° 116, Ifri, octobre 2019.](#)
- [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture », n° 115, Ifri, août 2019.](#)
- [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », n° 114, Ifri, avril 2019.](#)
- [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger », n° 113, Ifri, avril 2019.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org